

Recherches sociographiques



Rodrigue LANDRY (dir.), *La vie dans une langue officielle minoritaire au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2014, 338 p.

Jean-François Lepage

Volume 56, numéro 1, janvier–avril 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1030285ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1030285ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lepage, J.-F. (2015). Compte rendu de [Rodrigue LANDRY (dir.), *La vie dans une langue officielle minoritaire au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2014, 338 p.] *Recherches sociographiques*, 56(1), 210–212.
<https://doi.org/10.7202/1030285ar>

de ceux qui étaient présents – dont l'abbé Groulx –, et des comptes rendus publiés par les journaux, ce qui produit un maximum d'effets sur le lecteur, littéralement enchanté.

Le portrait de Bourassa que dessine Bélanger est celui d'un homme intègre, d'une rigueur morale intransigeante – le journal qu'il fonde ne s'appelle pas *Le Devoir* pour rien. Les élections fédérales de 1911 révèlent cependant le côté sombre, moins noble de l'homme. Durant cette campagne électorale, Bourassa est aveuglé par sa détestation de Wilfrid Laurier et de son gouvernement libéral, au pouvoir depuis 1896. Prêt à tout pour orchestrer sa chute, il verse dans la démagogie, taisant par exemple le fait que la loi navale se fonde sur un recrutement strictement volontaire, et non sur la conscription obligatoire, puis va jusqu'à contracter une alliance électorale avec les *tories* de Robert Laird Borden, qui sont pourtant les plus farouches partisans de l'Empire britannique, et les moins enclins à défendre l'indépendance canadienne. Cette entente bafoue plusieurs des principes défendus par Bourassa et, une fois élus, les conservateurs ne manqueront pas de renier un à un tous leurs engagements nationalistes. Ici, le biographe s'indigne (« alliance indécente », « scabreuse ») et déplore la grave erreur de jugement de Bourassa – ayant refusé de se porter candidat à cette élection, il n'a pu contrôler les députés d'allégeance soi-disant nationaliste. Bélanger lui reproche surtout de ne jamais blâmer sa propre naïveté dans toute cette affaire.

Réal Bélanger a vraisemblablement tout lu : les écrits d'Henri Bourassa (livres, brochures, éditoriaux), sa correspondance, ses interventions à la Chambre des Communes et à l'Assemblée législative, ses discours publics reproduits dans les journaux, les mémoires de ceux l'ayant côtoyé de près ou de loin, les journaux de l'époque, les travaux d'historiens sur tel ou tel événement de la période couverte, etc. Il corrige donc ici et là ses collègues ayant erré sur un détail ou un autre, sans polémiquer, en rétablissant simplement les faits.

Enfin, l'ouvrage est à lire absolument, car la période couverte est cruciale pour qui veut comprendre comment le fédéralisme a pu susciter un si fol espoir chez les Canadiens français, et comment cet espoir a été si constamment trahi.

Sylvie LACOMBE

Département de sociologie,
Université Laval.
sylvie.lacombe@soc.ulaval.ca

Rodrigue LANDRY (dir.), *La vie dans une langue officielle minoritaire au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2014, 338 p.

Cet ouvrage collectif, sous la direction de Rodrigue LANDRY de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML), a pour objectif de « décrire les réalités quotidiennes » des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM), soit les anglophones du Québec et les francophones des

autres provinces et territoires. Cet ouvrage se veut essentiellement une présentation, riche et méthodique, des données de l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle (EVMLO) menée par Statistique Canada en 2006. En ce sens, la structure de l'ouvrage s'apparente à celle de l'enquête : les chapitres sur l'enfance, l'éducation, l'exposition aux médias, les services de santé, l'engagement social et la mobilité correspondent à autant de modules de cette enquête postcensitaire.

L'ouvrage débute par une présentation générale des CLOSM qui, de façon synthétique et efficace, attire d'entrée de jeu l'attention sur les enjeux clés qui seront abordés dans les différents chapitres. Chaque contribution aborde un sujet en exposant en détail les données statistiques qui s'y rapportent. Le propos, résolument empirique, parfois technique, est assez constant tout au long de l'ouvrage. La richesse de l'analyse proposée, par contre, est inégale, les chapitres sur l'engagement social et sur la mobilité proposant les analyses les plus intéressantes.

Traisnel et Forgues constatent la pluralité des formes d'engagement, qui vont bien au-delà de la seule question linguistique. On y distingue ainsi un engagement « sociétal », où les francophones s'impliquent essentiellement en anglais, d'un engagement « communautaire », axé sur la promotion et la défense de la langue. Les auteurs tentent d'expliquer les écarts régionaux en fonction de différents facteurs : on constate, par exemple, un engagement plus élevé à proximité des centres de décisions politiques (Québec, Ottawa, Toronto, etc.). On constate également un rapport ambivalent entre l'engagement communautaire et la diglossie : « l'engagement linguistique paraît surtout mentionné là où "le jeu en vaut la chandelle", c'est-à-dire dans des régions où la vitalité linguistique de la minorité n'est ni trop faible ni trop forte » (p. 233).

Gilbert, Gallant et Cao tirent profit des données de l'EVMLO pour distinguer la mobilité « permanente » et la mobilité « temporaire » : « l'Enquête offre à cet effet des données inédites. Elle révèle une tendance généralisée à la mobilité au sein de la minorité, que ne laissent pas pressentir les analyses des réseaux migratoires menées à partir du recensement » (p. 279). Cela permet notamment aux auteurs de documenter certains phénomènes tels que l'effet de milieu (au Québec, les milieux à forte concentration d'anglophones attirent migrants et immigrants, à l'inverse de ce que l'on observe pour les francophones à l'extérieur du Québec) ou la mobilité des immigrants après leur établissement au Canada est supérieure à celle des natifs.

Dans sa structure d'ensemble, le livre apparaît comme une concaténation de contributions indépendantes et autosuffisantes, qui ont en commun un thème (les CLOSM) et une source de données principale (l'EVMLO). Il souffre d'un manque d'intégration et d'unité, qu'on constate d'abord dans certains détails (répétitions, manque d'uniformisation dans le formatage). La plupart des contributeurs consacrent au moins un paragraphe aux aspects méthodologiques de l'EVMLO, ce qui engendre des répétitions. On aurait pu placer ces informations, par ailleurs essentielles, dans une annexe en fin d'ouvrage. On déplore également le manque de réflexion transversale ou de discussions entre les chapitres : l'ouvrage souffre de l'absence d'une conclusion générale qui aurait pu offrir au lecteur une synthèse et une interprétation intéressantes.

En ce sens, les analyses sont, sauf exception, minimales, et les conclusions, timides. Comme le rappellent la plupart des contributeurs, l'analyse statistique proposée est essentiellement descriptive. Dans certains cas, elle va à peine au-delà d'une simple présentation des données. Les différentes contributions sont plus ou moins généreuses en mise en contexte et en synthèse. L'ensemble est résolument empirique et méthodique, mais peut-être un peu trop prudent et impersonnel. Considérant la qualité et l'expérience des différents contributeurs, on ne peut s'empêcher d'y voir une occasion manquée.

Cet ouvrage n'est pas le lieu des grandes révélations sur les CLOSM. On y pose un certain nombre de jalons qui permettent d'asseoir sur des bases empiriques solides plusieurs faits plus ou moins intuitivement connus des chercheurs et intervenants qui œuvrent au développement de ces communautés. Ainsi, ce n'est pas tant à l'avancement qu'à la consolidation des connaissances sur une pluralité de dimensions de la vie dans les CLOSM que cet ouvrage contribue. Une tâche moins spectaculaire, mais non moins importante.

Jean-François LEPAGE

*Programme de la statistique linguistique,
Statistique Canada.
jean-francois.lepage@statcan.gc.ca*

Maude ROUX-PRATTE, *Le Bien public, 1909-1978. Un journal, une maison d'édition, une imprimerie*, Québec, Septentrion, 2013, 210 p.

Fondé en 1909 par M^{sr} François-Xavier Cloutier, évêque de Trois-Rivières, l'hebdomadaire *Le Bien public* participe directement de la mouvance des périodiques catholiques, comme *L'Action catholique* de Québec, inspirés par la doctrine sociale catholique et qui visent, notamment, à combattre la presse neutre. Doté de ses propres presses à partir de 1912, l'hebdomadaire accumule déficit sur déficit jusqu'au moment où l'archevêché décide de le céder en 1933 à deux jeunes hommes, Clément Marchand et Raymond Douville, qui seront assistés par M^{sr} Albert Tessier, qui connaît bien à la fois les nouveaux directeurs et le périodique. Ensemble, ils réussiront à redresser l'entreprise, qui connaîtra un rayonnement à l'échelle du Québec, grâce à ses réseaux et à la maison d'édition.

Le Bien public finira par intégrer en effet une maison d'édition, et l'entreprise éditoriale régionale connaîtra une longévité exceptionnelle au 20^e siècle. Pourtant, elle a fait l'objet de peu d'études jusqu'ici et, surtout, elle n'avait jamais été analysée dans sa globalité. C'est maintenant chose faite avec le livre de Maude ROUX-PRATTE, qui couvre, en cinq chapitres, l'ensemble des 69 ans d'existence de l'entreprise sous ses trois facettes.

Sans exclure les méthodologies propres à l'histoire de la presse, par exemple, l'analyse de contenu des publications du *Bien public*, l'auteure a choisi d'analyser son histoire à partir de l'angle des réseaux. Elle s'en explique ainsi : durant 69 ans,